

Le féminisme face à la chasse aux sorcières, l'usurpation de terres et le contrôle patriarcal en Inde

lundi 13 septembre 2021, par [SAIL Shashi](#) (Date de rédaction antérieure : 7 septembre 2021).

Shashi Sail était une militante féministe indienne qui, malheureusement, est décédée en juillet 2021. Comme l'une des fondatrices de la Marche Mondiale des Femmes, elle a joué un rôle déterminant dans l'internationalisation de la Marche lorsqu'elle a accepté le défi d'organiser la première Rencontre Internationale à l'extérieur de Montréal. Ses contributions au débat sur la violence contre les femmes et la région de l'Asie du Sud ont marqué l'histoire du mouvement.

Nous présentons ici une conférence de Shashi sur son expérience dans la défense de la liberté des corps, des territoires et des savoirs des femmes menacées et contrôlées par la chasse aux sorcières en Inde. Ce discours a eu lieu lors du symposium « Chasse aux sorcières en Inde : une réalité scandaleuse », de l'organisation Défense des Droits Humains en Inde [Human Rights Defense India - HRDI], à l'Institut de Droit Indien, New Delhi, le 30 mai 2013. En apportant sa voix et ses mots, nous voulons collaborer pour garder vivante la mémoire et la lutte de Shashi Sail pour la liberté des femmes.

Je vais partager avec vous une expérience que j'ai eue dans le passé, en 1982, lorsque j'ai lu dans le journal qu'une femme d'Abhanpur était la cible d'une chasse aux sorcières commise par l'ensemble de la communauté. Elle a été battue et a subi toutes sortes d'atrocités. Une délégation de notre organisation de femmes s'y est rendue le lendemain matin parce que nous voulions rencontrer cette femme. Elle avait presque 60 ans, était veuve et mère de trois enfants. Elle était arrivée dans ce village lorsqu'elle a été forcée de se marier alors qu'elle était enfant. L'histoire qu'elle nous a racontée, c'est qu'à ce moment-là, ses propres enfants ont levé le doigt contre elle, la traitant de sorcière et l'accusant de pratiquer la sorcellerie. Mais la vraie raison était qu'ils voulaient sa maison et son terrain, qu'elle avait hérités de son mari.

Notre intention était de promouvoir une rencontre avec les femmes de la communauté pour discuter du problème. Nous avons passé toute la journée à frapper de porte en porte, invitant les femmes et les filles à y participer. Nous nous sommes assises là bas vers cinq heures de l'après-midi. Personne n'est venue. Nous avons attendu au siège de la panchayat [1] jusqu'à ce que, finalement, dans la soirée, les dirigeants de la panchayat de cette communauté sont arrivés avec un groupe de jeunes hommes et leur bande. Les femmes se tenaient dans un coin, en silence, la tête et la bouche couvertes. Les dirigeants de la panchayat nous ont renvoyées et ont dit qu'ils ne garantiraient pas notre sécurité.

J'étais perplexe, car mon organisation et ses membres étions nouvelles là-bas, nous ne connaissions personne. Alors j'ai dit : « D'accord, nous sommes prêtes à partir, mais j'aimerais demander à cette femme ce qu'elle veut faire. » Et puis je lui ai demandé devant tout le monde. Je lui ai expliqué le but de notre visite et lui ai demandé ce qu'elle aimerait que nous fassions. Sans dire un mot, elle m'a

suivie hors du village. Elle m'a accompagnée. Elle a décidé de quitter la communauté avec une personne totalement inconnue. Honnêtement, j'étais perplexe, parce que je ne connaissais pas cette femme, je ne savais pas quoi faire d'elle, nous n'avions rien prévu en ce sens. Mais j'ai été obligé de réfléchir, car cette femme était là, prête à quitter la communauté qu'elle avait appelée son foyer pendant tant d'années. Ce fut l'une de mes premières expériences.

Bien sûr, nous avons pris des mesures juridiques et déclenché les pouvoirs juridiques qui nous étaient ouverts. Nous avons porté plainte à la police, qui a d'abord refusé d'enregistrer le cas. Mais parce que c'était un effort organisé, ils ont été obligés de l'enregistrer. Ensuite, nous avons réalisé que plus de 20 jours se sont écoulés et que rien n'a été fait. Nous les avons contactés pour leur rappeler. Nous avons téléphoné, mais l'attitude de la police était de nous ridiculiser, comme pour dire : « Pourquoi vous attaquez-vous à une telle affaire ? » Finalement, nous avons décidé de prendre les choses en main. Nous avons rassemblé tous les services de police d'Abhanpur et nous avons dit : « Nous resterons assis jusqu'à ce que vous meniez une enquête et fassiez tout ce qui est possible dans le cadre de la loi. » Ce n'est qu'avec cette action drastique d'environ 50 ou 55 femmes que la police s'est mobilisée pour agir.

Nous avons contacté la presse, qui s'est intéressée à la question. Ils ont écrit des articles. Mais je sentais qu'il n'y avait pas de réflexion sérieuse dans les médias. L'affaire a été traitée avec banalité et sensationnalisme. C'était lié à une chasse aux sorcières à l'époque. En 1982, nous avions des doutes sur le type de mesures à prendre, alors nous avons consulté des avocates qui ont pris en charge ce cas. Les problèmes auxquels nous avons été confrontées là-bas et dans d'autres cas de chasse aux sorcières qui ont suivi - à Chatisgar, essentiellement dans le district de Raipur et à Mahasamund, où je vis - c'est que les femmes ont peur d'en parler, d'exprimer leur sympathie ou leur opinion sur une femme accusée de pratiquer la sorcellerie. Elles ont peur, car c'est comme si l'épée de Damoclès était suspendue au-dessus de chaque femme. Aucune femme n'est exempte de cette menace. Si elle s'enfuit du chemin qu'elle a déjà parcouru, si elle emprunte un nouveau chemin, si elle élève la voix et parle de ces problèmes, elle sera peut-être la prochaine accusée de sorcellerie. Cela éloignait les femmes de nous. Nous pouvions voir dans leur langage corporel qu'il y avait de la sympathie, mais elles ne l'exprimaient pas ouvertement.

Bien sûr, au début, les hommes de la communauté ont refusé de croire que nous, les femmes de la ville, avions un intérêt pour une telle affaire et une volonté de faire quoi que ce soit pour ce qui s'est passé. Ils ont refusé d'y croire et n'en ont pas prêté beaucoup d'attention. Mais quand ils ont réalisé à quel point nous étions sérieuses, ils ont commencé à se moquer de nous et à nous ridiculiser. Il y avait un boycott implicite contre nous dans la communauté. Les gens ne fournissaient aucune information.

Dans ce cas, ce sont les enfants de la femme qui l'ont accusée de sorcellerie, il ne s'agissait donc pas de problèmes de santé, d'une personne malade ou mourante, il n'y avait pas d'accusation spécifique. Nous avons parlé aux enfants et ils ont totalement refusé d'aborder notre question et d'accepter qu'ils le faisaient par cupidité, pour lui refuser cela.

Nous avons eu un cas similaire récemment. Une grand-mère, veuve, a été attaquée par ses propres enfants parce qu'elle était propriétaire la maison où ils vivaient. Ils voulaient l'écarter pour posséder la maison et le terrain. Et, bien sûr, ceux qui s'intéressent à ces cas spécifiques de chasse aux sorcières vont jusqu'à nous menacer, en disant que nous serions persécutées si nous retournions dans la communauté. Ils nous ont menacées.

Le cas de Lachkera s'est produit de nombreuses années plus tard. En cette période où nous sommes impliquées dans ces cas, nous avons toujours été confrontées à une question : comment encourager les femmes à exprimer leur soutien ? Nous parlons de solidarité entre les femmes. Ce fut

un long chemin. Même dans la communauté de Lachkera, lorsque nous avons vu l'affaire dans le journal, nous y sommes allées et avons fait face à la même situation : nous avons passé toute la journée à attendre une rencontre, nous avons frappé de porte en porte pour appeler les femmes à participer. Et dans ce village, nous n'étions pas inconnues. Elles savaient qui nous étions. Les femmes faisaient partie de l'organisation et nous soutenaient, mais sur cette question, elles craignaient de s'exprimer publiquement. Nous avons donc dû partir sans réaliser la rencontre. En fait, nous avons été menacées par vingt hommes qui ont participé à la chasse aux sorcières de trois femmes de cette communauté en particulier.

L'incident de Lachkera a sans aucun doute été une étape importante pour notre implication, lorsqu'il a été mis en évidence dans les médias et par les autres rencontres constantes que nous avons promues avec des femmes des communautés voisines, où nous avons mis le problème subtilement en avant. Et ce n'était que lors d'une de ces réunions, avec participantes de cinq villages, que nous avons pu mobiliser et motiver les femmes à exprimer leur soutien et leur solidarité.

Dans cette journée de traitement des cas de chasse aux sorcières, nous avons réalisé que les femmes étaient persécutées pour leur santé, leurs biens, des raisons politiques et de la jalousie ou de la colère. On menaçait les femmes.

Bien que ce soit un modèle en réalité, comme vous l'avez vu, je voudrais répondre à mon amie qui a soulevé la question de « pourquoi se concentrer uniquement sur le Chatsgar ? Il semble que la chasse aux sorcières ne se produit qu'à Chatisgar. » Ce n'est pas ça. J'ai préparé un document sur la violence à l'égard des femmes et j'ai choisi de me concentrer sur la question de la chasse aux sorcières et de la sorcellerie dans le présent pour le Forum Social Mondial, qui s'est tenu au Brésil. Comme il s'agissait d'une conférence internationale, je voulais aussi entendre parler d'autres pays. J'ai présenté ce document dans le cadre d'un réseau international appelé la Marche Mondiale des Femmes et j'ai donc eu accès à des femmes membres de la MMF dans d'autres pays, en Asie du Sud, en Amérique Latine et sur le continent africain, par exemple.

J'ai été étonnée et surprise de me rendre compte que cette tradition de persécution des femmes est également présente dans ces pays. J'ai aussi appris qu'elles sont appelées « mangeuses d'âmes », que les motifs sont plus ou moins similaires, et que les formes de torture contre les femmes identifiées comme « mangeuses d'âmes » sont encore plus agressives. En écoutant les discours des femmes de la session précédente, il a été souligné que l'éducation, le matériel de santé, les routes et l'accessibilité doivent être disponibles pour calmer et contrôler cette situation.

Sans aucun doute, je n'ignore ni ne nie que ces équipements de base sont nécessaires même dans les zones les plus reculées et que [leur absence] accélère la tradition de la chasse aux sorcières. Mais je veux souligner aussi que nous devons faire face aux valeurs patriarcales fondamentales présentes dans notre société et dans nos familles. Ce n'est que lorsque nous remplacerons ces valeurs patriarcales par des valeurs plus inclusives, avec la promotion de l'égalité de statut et de droits et une répartition égalitaire des rôles entre hommes et femmes, que nous pourrons penser à contrôler cette pratique.

Quelqu'un a également commenté que Chatisgar est un État où il y a une loi en vigueur, dans le sens où maintenant les gens ont peur. Auparavant, le fait qu'un homme ou une femme puisse porter une accusation était considéré comme une notion de pouvoir. Mais maintenant, avec cette loi, il y a une plus grande prise de conscience et les gens ont peur d'être emmenés directement à la police à cause de cela. Mais il ne suffit pas d'avoir une législation à cet égard. Il doit y avoir un ethos social et politique. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons construire une situation dans laquelle les femmes ne seront pas confrontées à cette atrocité.

Shashi Sail

Édition par Helena Zelic et Tica Moreno

Traduit du portugais par Andréia Manfrin Alves

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

<https://www.pressegauche.org/Le-feminisme-face-a-la-chasse-aux-sorcieres-l-usurpation-de-terres-et-le>

Notes

[1] Panchayat c'est un système traditionnel et communautaire d'organisation sociale et politique présent dans les régions de l'Inde et d'autres territoires de l'Asie du Sud.